

« Une avancée significative ! »

Les collectifs de Manosque et Digne ont rencontré le préfet qui leur a expliqué qu'il allait présenter à l'ARS un dossier favorable à l'ouverture d'une réa à Manosque et au développement de celle de Digne

« Nous ne sommes pas dupes. Nous restons prudents et méfiants, dans la mesure où seule l'ARS peut entériner l'ouverture de la réanimation à Manosque et le maintien de celle de Digne avec des moyens développés, mais les propos tenus par le préfet, et le consensus de tous les acteurs du dossier pour obtenir ces deux éléments, nous font dire qu'il y a une avancée plus qu'intéressante et significative vers ce qu'on demande depuis deux ans », affirmaient les présidents des deux collectifs manosquins et dignois, Jean-François Pellarrey et Dominique Vallet, en milieu de semaine.

En effet, mardi, les deux structures ont été reçues par le préfet Pierre N'Gahane qui leur a expliqué « que désormais tous les acteurs du dossier, élus, parlementaires, les deux conseils de surveillance des hôpitaux, les directeurs, et lui aussi, étaient d'accord pour obtenir le plus rapidement possible une réanimation de six lits à Manosque, assortis des 3 lits de surveillances continus, et le renforcement de la réa de Digne avec ses



Les actions entreprises par le Collectif pour une Réa vont peut-être aboutir prochainement.

six lits et les trois lits de surveillance continus qui n'y sont pas aujourd'hui », a affirmé Jean-François Pellarrey. « Pour nous, c'est ce que nous demandons depuis deux ans, mais c'est la première fois qu'on nous tient ce discours unitaire. Une union citoyenne, politique et étatique plus qu'originale mais déterminante dans le combat que nous menons ».

Comme l'ont annoncé les responsables des collectifs, « le Préfet Pierre N'Gahane va désormais porter cette proposition, plus que satisfaisante pour nous (même si elle ne répond pas complètement aux besoins totaux qui sont de 17 lits de réa dans le département) à l'ARS. Elle peut toujours la refuser, mais dans la mesure où tout le monde se retrouve derrière et lui apporte soutien, on la voit mal la battre en touche alors que le représentant de l'État a réaffirmé à cette occasion que dans le cadre de l'aménagement du territoire du département il serait catastrophique de ne pas doter les deux hôpitaux d'un service de réanimation ».

Maintenant, les deux collectifs espèrent une réponse rapide de l'ARS (« avant la fin de l'année ») pour que les deux réanimations puissent être en service dès le premier trimestre 2011, sans attendre le nouveau SROS (Schéma régional d'organisation sanitaire) prévu pour le premier semestre 2011.